



Association pour la Taxation des Transactions financières  
pour l'Aide aux Citoyens

### Comité Attac Nord-Essonne

site web : [www.local.attac.org/attac91/nordessonne](http://www.local.attac.org/attac91/nordessonne)

contact : [nordessonne@attac.org](mailto:nordessonne@attac.org)

adresse postale : Nicole Roger, 18 allée des Peupliers  
91300 MASSY - Tél 01 60 11 59 26

Chers amis,

Le traité constitutionnel a donc été signé le vendredi 29 octobre par les dirigeants des vingt-cinq pays de l'Union européenne élargie. Ces 25 pays signataires ont deux ans pour le ratifier selon leurs modes propres, la France ayant choisi le référendum. Une révision de la Constitution française est maintenant à l'ordre du jour pour une mise en conformité avec le traité constitutionnel européen, le Conseil constitutionnel ayant déjà été saisi par le Président de la République !

Interpellé par le contenu libéral du projet et en tant que mouvement d'éducation populaire tourné vers l'action, le Comité Local Attac Nord-Essonne n'entend pas rester les bras croisés et compte à son niveau mettre tout en œuvre pour susciter le débat autour de ce traité constitutionnel dans la perspective de l'échéance décisive que constitue le référendum.

C'est ainsi qu'il met à l'ordre du jour de chacune de ses réunions mensuelles de Comité une question soulevée par le traité constitutionnel ou les politiques menées par les institutions européennes. Un week-end de formation-débat sera d'autre part organisé en début d'année 2005.

Enfin, ayant reçu de la part d'un de ses adhérents, un texte intitulé **“Le traité de Bruxelles, c’est + de social et + de démocratie”** (télé-chargeable sur le site [www.ouisocialiste.net](http://www.ouisocialiste.net)) le Secrétariat d'Attac Nord-Essonne a décidé de répondre point par point sur les arguments avancés. Ce texte est reproduit tel quel dans les pages suivantes avec les réponses en 3<sup>ème</sup> colonne.

En préalable, nous voudrions citer un extrait du “document d'Orientation sur la Stratégie d'Attac-France pour 2005” qui montre le caractère inacceptable du traité constitutionnel européen :

*Ce traité a la prétention exorbitante de rendre irréversibles, en leur donnant symboliquement un caractère “constitutionnel”, les politiques néolibérales mises en œuvre par l'Union européenne. Il prétend rendre sans objet toute expression du suffrage universel en faveur de politiques alternatives au néolibéralisme dans un pays donné, au motif que ces politiques se heurteront inévitablement à des dispositions du traité qui, juridiquement, prendront le pas sur toute législation nationale. C'est une démocratie “limitée” que les néolibéraux veulent ainsi mettre en place.*

**Il inscrit, avec le caractère solennel d'une Constitution, la poursuite et l'amplification de l'offensive libérale de ces dernières années contre la protection sociale, les services publics et le droit du travail, qui ne peuvent qu'aggraver les inégalités et renforcer la précarisation.**

Le Secrétariat d'Attac Nord-Essonne

Si le nouveau traité n'est pas adopté	Partisans du OUI Avec le nouveau traité	Réponse Secrétariat ATTAC Nord-Essonne
<ul style="list-style-type: none"> <li>La charte européenne des droits fondamentaux n'est qu'indicative. Elle n'a pas de valeur contraignante pour les Etats membres. Les droits (par ex : information et consultation des travailleurs dans l'entreprise) qu'ignore notre propre constitution ne sont pas opposables juridiquement.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>La charte européenne des droits fondamentaux est constitutionnalisée, elle contient notamment : le droit de grève, l'information et la consultation des travailleurs, la protection contre les licenciements abusifs, l'accès à l'aide sociale ...(partie II)</li> </ul> <p style="text-align: center;"><b>Le traité c'est + de social</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Cette charte est en net retrait par rapport aux pactes antérieurs (comme le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels adopté en 1966)</li> <li>L'intégration de cette Charte dans la constitution a été l'occasion de la dégrader un peu plus (la Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme s'en est d'ailleurs alarmée)</li> <li>Dans un grand élan de générosité, elle reconnaît « le droit de travailler » (art. II-75) en lieu et place du « droit au travail » et ignore la plupart des droits socio-économiques (éducation, logement, revenu minimum etc.)</li> <li>Enfin, son champ d'application en a été volontairement très limité : elle reste subordonnée aux autres dispositions de la constitution, elle doit respecter les législations nationales (art. II-111 et II-112). « S'agissant de la Charte des droits fondamentaux, le Traité comprend des clauses de sauvegarde qui nous assurent que la Charte ne crée pas de nouvelles compétences pour l'Union, n'altère aucun droit existant et ne s'applique aux Etats membres que lorsqu'ils transposent le droit communautaire » s'est réjoui J. Straw, le chef de la diplomatie britannique (sept. 2004)</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Pas de reconnaissance du rôle et de l'autonomie des partenaires sociaux.</li> <li>Pas d'engagement en faveur du dialogue social européen.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Reconnaissance du rôle des partenaires sociaux et constitutionnalisation du sommet social tripartite annuel pour la croissance et l'emploi (art I-47)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Cette « reconnaissance » ne constitue aucun engagement sérieux et juridiquement opposable en faveur du dialogue social. D'ailleurs, le « dialogue social », cher au gouvernement actuel, est-il toujours porteur de progrès ?</li> <li>Enfin, « la prise en compte de la diversité des systèmes nationaux » (art. I-48) renvoie là encore aux traditions nationales et stoppe net toute concrétisation de ces déclarations d'intention.</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Aucune reconnaissance de la spécificité des services publics. Ils demeurent une simple exception au droit de la concurrence. Ils ne sont pas considérés comme éléments constitutifs du modèle européen.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Reconnaissance des services publics (II-36), création d'une base juridique spécifique pour les services publics permettant l'adoption d'une loi cadre (art III-6).</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>La Commission européenne n'a jamais reconnu la notion de service public. Dans la constitution, cette notion est remplacée par celle des services d'intérêt économique général (SIEG).</li> <li>Alors que le traité de Nice avait inscrit les SIEG dans « les valeurs communes de l'Union », ils ne sont plus dans la constitution que des services « auxquels tous dans l'Union attribuent une valeur ».</li> <li>Les SIEG restent soumis à la concurrence (art. III-166) ; les subventions leur sont a priori interdites (art. III-167).</li> <li>La définition de leur fonctionnement économique et financier est soumise à une hypothétique loi-cadre européenne à l'initiative de... la Commission (art. III-122), dont on connaît son acharnement en matière de démantèlement des services publics, dans l'espace européen comme à l'OMC.</li> </ul>

Si le nouveau traité n'est pas adopté	Partisans du OUI Avec le nouveau traité	Réponse Secrétariat ATTAC Nord-Essonne
<ul style="list-style-type: none"> <li>L'Union demeure basée sur le seul objectif d'une concurrence libre et non faussée ainsi que sur la stabilité des prix, comme c'est le cas depuis le traité de Rome en 1957.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li><b>Inclusion dans les objectifs de l'Union de</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la « justice sociale »,</li> <li>- du « progrès social »,</li> <li>- du « plein emploi »,</li> <li>- du « développement durable »,</li> <li>- du « combat contre l'exclusion sociale »,</li> <li>- de la lutte contre les discriminations,</li> <li>- de « l'égalité entre les femmes et les hommes »,</li> <li>- de la « cohésion territoriale »,</li> <li>- de la « diversité culturelle et linguistique ».</li> </ul> </li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Même le Traité de Nice (tellement décrié par les partisans du OUI !) était riche de ce genre de déclarations de façade en préambule ou en première partie. Hélas, tous ces objectifs louables, sur lesquels le texte de la constitution refuse toute exigence précise, sont largement contredits par des dizaines de dispositions, qui elles sont contrai-gnantes. Par exemple, l'inscription de la recherche du « plein emploi » est ensuite verrouillée par les articles très précis de la partie III, qui ne font d'ailleurs plus référence qu'à « un niveau d'emploi élevé » (art. III-205).</li> <li>Le texte est tout entier imprégné de la seule valeur suprême qu'il vénère : <b>le libre marché</b>.</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Les mesures législatives et réglementaires contraire aux objectifs de promotion d'un niveau d'emploi élevé, à la garantie d'une sociale adéquate, à la lutte contre l'exclusion ainsi qu'à un niveau élevé d'éducation, de formation de protection de la santé humaine ne pourront être annulées par la Cour de Justice de l'Union européenne.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li><b>Instauration d'une clause sociale (art III-2bis).</b> Le traité impose à l'ensemble des politiques et actions de l'Union le respect d'exigences sociales « liées à la promotion d'un niveau d'emploi élevé, à la garantie d'une protection sociale adéquate, à la lutte contre l'exclusion ainsi qu'à un niveau élevé d'éducation, de formation de protection de la santé humaine ».</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>L'article III-210 ruisselle lui aussi de déclarations de bonnes intentions (alinéa 1).</li> <li>Si la constitution autorise le Conseil à rédiger une loi européenne pour établir des mesures, il est aussitôt ajouté « à l'exclusion de toute harmonisation », clause qui martèle (on la trouve 12 fois) que <b>l'harmonisation sociale est exclue</b>.</li> </ul>

Si le nouveau traité n'est pas adopté	Partisans du OUI Avec le nouveau traité	Réponse Secrétariat ATTAC Nord-Essonne
<ul style="list-style-type: none"> <li>La règle de l'unanimité demeure notamment pour la gouvernance économique et l'UEM, la justice et les affaires intérieures, le budget européen, les accords commerciaux, l'agriculture, propriété intellectuelle, les sanctions financières contre les personnes ou les groupes criminels, ou l'énergie...</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li><b>Extension du champ d'application de la majorité qualifiée à 27 nouveaux domaines</b> parmi lesquels : <ul style="list-style-type: none"> <li>- la gouvernance économique et l'UEM (art III-71-6 et III-79-5)</li> <li>- la justice et les affaires intérieures (III-163-166-167-171-172-173-177)</li> <li>- le budget européen (III-318-319)</li> <li>- les accords commerciaux (III-217)</li> <li>- l'agriculture (III-126-127)</li> <li>- propriété intellectuelle (III-68)</li> <li>- les sanctions financières contre les personnes ou les groupes criminels (III-49)</li> <li>- l'énergie (III -157)</li> </ul> </li> </ul> <p><b>Le traité c'est + de démocratie</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>La constitution proposée s'inscrit dans le courant néolibéral mondial et utilise l'un des 2 modes de décision, unanimité des membres ou majorité qualifiée, quand ça l'arrange.</li> <li>Ainsi, l'extension de la majorité qualifiée dans le domaine des accords commerciaux facilitera les nombreux programmes de libéralisation en cours (comme ceux de l'AGCS).</li> <li>Inversement, l'unanimité est maintenue dans les deux domaines du social et du fiscal. Les dispositions qui permettraient d'harmoniser la fiscalité ou l'impôt sur les sociétés, de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales, contre le blanchiment d'argent ou d'empêcher le dumping fiscal ne pourront être adoptées que si tous les Etats sont d'accord. De même pour les mesures favorisant l'intégration de politiques sociales ou évitant le dumping social (art. III-171, III-210).</li> <li>Toutes les matières gérées par l'OMC seront traitées à la majorité qualifiée (art. III-315) . Seules exceptions : les domaines de la culture, de l'éducation et de la santé, mais avec des clauses plus restrictives que dans le traité de Nice actuel puisqu'il faut désormais prouver qu'il y a une menace pour la diversité ou de perturbation grave de l'organisation de ces services.</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li><b>Parlement européen :</b> Le Parlement Européen n'est co-législateur avec le Conseil que dans 37 domaines. Le Conseil conserve le dernier mot en matière de « dépenses obligatoires ».</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li><b>Le Parlement européen :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- devient co-législateur à égalité avec le conseil dans 80 domaines</li> <li>- obtient un droit de décision égal à celui du Conseil en matière budgétaire (art III-310)</li> <li>- élit le Président de la commission (I-26)</li> </ul> </li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>L'extension de la procédure de co-décision est positive mais ne peut masquer que le Parlement n'a toujours aucun pouvoir d'initiative législative. Ses attributions restent très faibles par rapport au triple pouvoir législatif, exécutif et judiciaire de la Commission. Comme dans les traités précédents, il n'exerce aucun contrôle effectif sur les choix politiques proposées par la Commission et approuvés par le Conseil.</li> <li>Le budget est préparé par la Commission et adopté par le Conseil ; il est ensuite soumis au Parlement où il est soit approuvé tel quel, soit amendé ; dans ce dernier cas, les modifications apportées doivent faire l'objet d'un accord entre le Conseil et le Parlement pour que le budget soit définitivement adopté.</li> <li>En fait, le Parlement ne fait qu'entériner un Président de la Commission préalablement choisi par le Conseil Européen.</li> </ul>

Si le nouveau traité n'est pas adopté	Partisans du OUI Avec le nouveau traité	Réponse Secrétariat ATTAC Nord-Essonne
<ul style="list-style-type: none"> <li>L'information des Parlements nationaux continue de dépendre de leurs gouvernements respectifs. Pour la révision des traités, les Parlements nationaux ne sont éventuellement associés qu'au stade de la ratification.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les Parlements nationaux obtiennent : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Droit d'alerte et d'information directe pour contrôler l'application du principe de subsidiarité</li> <li>- reconnaissance du rôle des parlements nationaux dans la procédure de révision par la prorogation de la méthode de convention (IV-7-2).</li> </ul> </li> </ul> <p>Le traité c'est + de démocratie</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>S'il est reconnu la possibilité pour un tiers des Parlements nationaux d'obliger la Commission à réexaminer une de ses propositions concernée par le principe de subsidiarité, <b>la Commission peut la maintenir ; il faut alors que ces Parlements entament une action devant la Cour de Justice européenne ...</b></li> <li>De plus, les Parlements nationaux perdent leur pouvoir « du dernier mot » c'est-à-dire le pouvoir de ratifier en bloc au terme des négociations intergouvernementales, pour les accords commerciaux. <b>Les parlementaires français n'auraient par exemple plus leur mot à dire sur les négociations relatives à l'AGCS.</b></li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>La Présidence du Conseil tourne mécaniquement tous les six- mois. Chaque Etat préside l'Union tous les 12,5 ans, il ne reflète pas la majorité politique des Etats.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le président du Conseil européen est élu pour 2 ans et demi à la majorité qualifiée par le conseil, c'est le moyen d'assurer une stabilité nouvelle.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Cette innovation, l'élection du président du Conseil européen pour 2 ans et demi, <b>ne change rien sur le fond : le Conseil européen (chefs d'état et de gouvernement) définissent les orientations et les priorités politiques générales de l'Union.</b></li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>La Présidence de la Commission est le résultat d'une négociation entre Etats.</li> <li>Les nominations des commissaires sont le fruit d'une tractation diplomatique. La logique majoritaire n'est pas la règle.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le Président de la commission est élu par la majorité du Parlement Européen.</li> <li>Le président de la Commission nomme et révoque ses commissaires.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Encore une fois, le Parlement ne fait qu'entériner un Président de la Commission préalablement choisi par le Conseil Européen.</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>La présidence tournante du Conseil des Ministres est assurée par un Etat membre tous les six mois.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Conseil des ministres : La présidence tournante est assurée par groupe de 3 Etats (rotation tous les 18 mois).</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Réformette qui ne corrige pas le recul démocratique. Que pèse la souveraineté du peuple européen face à la concentration de pouvoirs formée par les institutions européennes ?</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Majorité qualifiée : Mécanisme de triple majorité conduisant irrémédiablement à la paralysie de l'Union (74% des voix pour obtenir une décision : pondération Etat / voix au Conseil / population).</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mécanisme de double majorité (au moins 55% des Etats représentant 65% de la population) (art-24)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Ce changement était inéluctable avec l'augmentation du nombre des Etats membres. Même avec cette règle de majorité qualifiée, il se trouvera toujours un nombre de gouvernements suffisant pour bloquer les avancées minimales autorisées par la Constitution (cf. le rôle permanent de la Grande-Bretagne et de ses alliés contre l'amélioration des règles sociales).</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Pour les Affaires Etrangères de l'Europe : maintien d'un binôme avec d'un côté un Haut Représentant pour la PESC et de l'autre un commissaire chargé des relations extérieures au sein de la Commission.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Création d'un Ministre européen des Affaires Etrangères permettant l'expression d'une parole commune des Européens sur la scène internationale (nommé par le Conseil Européen).</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Qui peut croire que le Ministre des Affaires Etrangères aura un poids déterminant en cas de conflit, tel que celui qui se déroule en Irak ?</li> <li>Combien d'européens connaissent le nom de l'actuel Monsieur PESC (politique étrangère et de sécurité commune) qui a disparu dès que les décisions sérieuses sur l'Irak ont été à l'ordre du jour ?</li> <li>En confortant la subordination des pays européens à la politique des Etats-Unis qui s'exerce dans le cadre de l'OTAN (art. I-41,7), la Constitution prend le chemin inverse à celui qui aurait dû être pris pour résoudre l'incapacité de l'Union à intervenir comme acteur décisif dans les questions de politique étrangère (cf. la tragédie du peuple palestinien, la guerre du Kosovo, l'invasion de l'Irak, etc) :</li> </ul>

Si le nouveau traité n'est pas adopté	Partisans du OUI Avec le nouveau traité	Réponse Secrétariat ATTAC Nord-Essonne
<ul style="list-style-type: none"> <li>Aucun mécanisme de démocratie participative n'est prévu.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li><b>Création d'un droit d'initiative populaire</b> qui permet à 1 million de citoyens de l'Union d'inciter la Commission à soumettre une proposition législative (I-46)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les citoyens ne font qu'inviter la Commission, qui fait ce qu'elle veut, à soumettre une proposition législative.</li> <li>De plus, la pétition citoyenne doit s'inscrire dans le cadre de la Constitution : il ne sera donc pas permis d'invoquer ce droit d'initiative pour exiger un service public européen ou la Taxe Tobin par exemple.</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li><b>L'unanimité est requise</b> pour autoriser la mise en place d'une coopération renforcée (possibilité ouverte de créer une avant-garde à ceux qui veulent aller plus vite et plus loin sur certains sujets).</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li><b>Recours aux coopérations renforcées facilité</b> (peuvent être autorisées par le Conseil à la majorité qualifiée si elles réunissent un tiers des Etats membres).</li> <li><b>La constitution d'une avant-garde devient possible.</b></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Outre le seuil minimal d'un tiers des Etats volontaires (soit 9 dans l'Europe à 25), l'article III-419 multiplie les blocages possibles contre une coopération renforcée.</li> <li>D'autre part, les coopérations renforcées ne sont pas possibles dans tous les domaines, loin de là (art. III-416), et doivent s'inscrire dans le cadre de la Constitution : mêmes limitations aux volontés émancipatrices que pour le référendum d'initiative populaire.</li> <li>Enfin, la Commission juge de l'opportunité de développer une coopération renforcée avant de soumettre l'autorisation au Conseil qui statue à l'unanimité (art. III-419). Un regroupement de gouvernements progressistes nécessite ainsi le feu vert de gouvernements conservateurs ...</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li><b>Pour réviser le traité de Nice L'unanimité des gouvernements, et les ratifications nationales sont requises</b> (par la voie parlementaire ou référendaire).</li> <li><b>Les révisions sont négociées entre Etats, aucune Convention</b> (composé de parlementaires nationaux, européens et de représentants des Etats) <b>n'est convoquée pour une procédure de révision.</b> Pour mémoire, le contenu traité de Nice est infiniment moins satisfaisant que celui du traité constitutionnel de Bruxelles. Pourtant à Nice la négociation s'effectuait à 15 et à Bruxelles à 25. La différence ? Le travail préparatoire de la Convention.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li><b>Procédure de révision assouplie :</b> l'unanimité est requise comme pour tous les traités antérieurs mais introduction de dispositions nouvelles : <ul style="list-style-type: none"> <li>Pouvoir d'initiative conféré au Parlement Européen</li> <li>Possibilité de passer à la majorité qualifiée sans passer par une révision constitutionnelle générale.</li> <li>La Convention (organe composé de parlementaires nationaux, européens et de représentants des Etats) est pérennisée pour les révisions ultérieures</li> </ul> </li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>La procédure dite « de révision simplifiée » n'est applicable qu'aux seuls mode de décision en Conseil des Ministres : elle permettrait de passer d'une décision à l'unanimité à une décision à la majorité qualifiée. Mais pour être appliquée, cette procédure de révision est elle-même soumise à l'approbation unanime des 25 Etats Membres (art. IV-444) !</li> <li>Ou comment faire croire que le changement est tout simple quand il est toujours aussi verrouillé...</li> <li>Enfin, toute évolution ultérieure de cette Constitution est bloquée : « les amendements entrent en vigueur après avoir été ratifiés par tous les Etats membres » (art. IV-443,3). Rappelons que le texte de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen (1793) précisait : « Un peuple a toujours le droit de revoir, de réformer et de changer sa Constitution. Une génération ne peut assujettir à ses lois les générations futures ».</li> </ul>